1891

No. 6.

AUX ELECTEURS

LE CANADA

SOUS

LA POLITIQUE NATIONALE

Le 7 mars, 1878, sir John A Macdonald soumit à la chambre des Communes la résolution suivante : — Que cette chambre est d'opinion que la prospérité du Canada requiert l'adoption d'une politique nationale qui, par un remaniement judicieux du tarif, favorisera et encouragera les intérêts agricoles, miniers, manufacturiers et autres du Canada ; que cette politique gardera au Canada des milliers de nos compatriotes qui sont maintenant obligés de s'expatrier pour trouver le travail qui leur manque dans la patrie ; rendra la prospérité à nos industries qui luttent et qui souffrent si péniblement ; empêchera le Canada d'être un marché à sacrifice ; encouragera, développera et activera notre commerce interprovincial, et visant à la réciprocité de tarifs avec nos voisins dans la mesure requise par les intérêts variés du Canada, tendra à procurer à ce pays la réciprocité commerciale."

L'année suivante le vit au pouvoir avec ce programme. Douze années se sont depuis écoulées. Quel a été le résultat obtenu ? Le projet était aussi immense que le Canada lui-même. Il était vraiment national et il a été profitable à toutes les parties du pays. Les mines de charbon de la Nouvelle-Ecosse et de la Colombie Anglaise en ont ressenti les effets bienfaisants. Les villes de Toronto, Montréal, Saint-Jean, Québec, Ottawa ont été forcées de s'annexer de vastes parties de territoire. Des villes ont obtenu des chartes en plus grand nombre qu'à toute autre époque de notre histoire. De nombreux villages ont surgi dans diverses parties du pays. La valeur imposable de trente-cinq villes a plus que doublé durant les douze dernières années.

La condition des ouvriers et des journaliers s'est tellement améliorée, que sir Charles Dilke, un libre échangiste anglais et un observateur attentif, déclare que, sauf les ouvriers de Victoria, Australie (colonie qui a joui de la protection pendant plusieurs années) ceux du Canada étaient les plus à l'aise de l'univers. Il ajoute : " Les salaires ont augmenté depuis la confédération ; le nombre des heures de travail a été diminué et les choses nécessaires à la vie, sauf les loyers, coûtent moins cher qu'autrefois."

Il dit de plus : " La richesse du Canada, constatée par tous les moyens possibles, a augmenté rapidement depuis la confédération, mais encore davantage depuis l'adoption d'une politique de protection."

Voyons jusqu'à quel point s'est réalisée la prophétie faite par sir John A. Macdonald, en 1878.

En 1878, il y avait dans le Canada 6,143 milles de chemin de fer. En 1890, 13,988.

En 1878, le commerce de cabotage et le transport des exportations et des importations du Canada, par mer et sur les lacs, représentaient 23,102,551 tonnes. En 1890, ce chiffre s'est élevé à 41,213,215 tonnes.

Le nombre de lettres et de cartes-poste expédiées par le département des postes, en 1878, était de 50,840,000. En 1890, ce nombre a atteint le chiffre de 100,000,000.

En 1878, $88,995,126 ont été déposées dans les banques et les

caisses d'épargne du Canada. En 1890, cette somme s'est élevée à $197,895,452.

Les mandats reçus et expédiés par le département des postes, en 1878, représentaient $7,130,000 ; en 1890, $11,907,862.

En 1878, les affaires du pays exigeaient une circulation de billets au montant de $29,786,805 ; en 1890, cette circulation était de $47,417,071.

En 1878, les débentures canadiennes à 4 pour cent étaient cotées à six au dessous du pair, et la cote, en date du 14 janvier, 1891, fait voir que nos débentures étaient à neuf au-dessus du pair.

En 1878, la production du charbon était de 1,152,783 tonnes, et en 1890, de 3,000,000 environ.

En 1878, la valeur du fromage canadien exporté s'élevait à la somme de $3,997,521 ; et sous le gouvernement libéral cette importante industrie était restée à l'état stagnant. En 1890, la valeur du fromage exporté a été de $9,372,212. Exportation la plus élevée que nous ayons jamais eue, et plus considérable que celle des Etats-Unis depuis les trois dernières années.

En 1878, l'exportation des bêtes à cornes s'est élevée à $1,152,-334, et celle des moutons à $699,337. En 1890, l'exportation des bêtes à cornes s'est élevée à $6,949,417, et celle des moutons à $1,234,347.

En 1878, l'exportation du bois manufacturé, scié, douves, bardeaux, etc., a réalisé $13,908,629, et en 1890, $20,659,348.

En 1878, l'exportation des articles manufacturés au Canada, y compris le bois, a été de la valeur de $18,182,647, et en 1890, de $25,530,003.

Industries Manufacturières et Agricoles

LEUR DÉVELOPPEMENT

L'étendue du développement opéré par la politique nationale dans les industries manufacturières se trouve établie par le fait que l'importation de la matière première destinée aux manufactures, en 1879, a été de $5,342,912, tandis qu'en 1890 elle s'est élevée à $16,000,000.

Le fer en gueuse est employé dans un si grand nombre d'industries qu'il peut servir à faire connaître le développement de certaines industries. En 1879, 15,504 tonnes de fer en gueuse ont été importées dans le pays, ce qui, avec la quantité fabriquée dans le Canada, a suffi à toutes les demandes. En 1890, cette importation a été de 87,613 tonnes, et la quantité fabriquée dans le pays a été de 25,000 tonnes. C'est quatre fois plus que la quantité employée en 1879, et l'on peut voir quel developpement s'est opéré dans cette industrie importante.

Ainsi que sir John l'avait prédit en 1878, la politique nationale a été profitable aux intérêts agricoles. L'augmentation de la population des villes a fourni un plus grand nombre de consommateurs au marché local. En même temps les chances d'emplois divers ont engagé un grand nombre de personnes à s'y livrer, ce qui les a empêché de faire concurrence aux cultivateurs dans leurs industries. Avec l'augmentation croissante du nombre des machines aratoires, ceux qui se livraient aux travaux de la ferme auraient eu de la misère, si la politique nationale n'eût créé de nouvelles industries pour y employer les fils des cultivateurs.

On trouve le résultat général du tarif dans la proportion des produits agricoles achetés en Canada par l'Angleterre, qui est le marché de consommation le plus éloigné, et par les Etats-Unis, qui sont un marché facile à atteindre.

En 1868, la proportion des produits agricoles achetés par l'Angleterre a été de 34. 31, et de 60. 36 par les Etats-Unis. En 1890, le marché anglais était devenu tellement important pour nous que plus de 60 pour cent du surplus de nos produits y étaient expédiés, tandis que 36 pour cent seulement se rendaient aux Etats-Unis.

Relativement au commerce interprovincial, il est difficile de fournir des chiffres, mais tout le monde sait, d'après les tableaux du commerce et de la navigation de toutes les provinces du Canada, que, antérieurement à la confédération, la valeur des échanges de produits entre la province du Canada et les autres provinces s'élevait à peine à $2,000,000 par année. Aujourd'hui cette valeur est de $80,000,000. Que ce chiffre soit exact ou non, il est prouvé que malgré le grand développement du commerce de transport par

nos voies ferrées, le commerce de cabotage du Canada est de plus de deux tonnes contre une qu'il était en 1876. En outre, il est vrai que devant un comité du sénat américain, des marchands des Etats-Unis ont reconnu et admis l'augmentation énorme de notre commerce interprovincial.

En ce qui concerne l'influence de la politique nationale sur l'émigration de la population aux Etats-Unis, nous sommes en présence des deux faits suivants :—1o. Les cultivateurs du Dakota traversent la frontière et se dirigent vers Manitoba ; et 2o. Le recensement de l'Etat de Massachusetts, en 1885, fait voir que, de 1880 à 1885, l'émigration venant d'Ontario et de Québec (surtout de cette dernière province) était en moyenne de 1,772 personnes par année, tandis que de 1870 à 1880, la moyenne était de 3,273 personnes, annuellement. En d'autres termes l'émigration était diminuée de moitié.

Quant à la politique du gouvernement au sujet des chemins de fer—résultat direct de la politique nationale—nous pouvons en juger les effets par les trois faits suivants :

1o. Le fret transporté a augmenté de 1½ tonne par tête qu'il était en 1876 à près de 4 tonnes par tête en 1890.

2o. Le taux par tonne de fret, par mille, a été diminué au point que le Canada a maintenant un taux plus bas que celui de l'Angleterre, l'Allemagne, la Belgique, la France, la Hollande et les Etats-Unis. La commission royale sur les chemins de fer établit le taux du Canada à quatre vingt-treize centièmes d'un centin, par tonne et par mille, contre un centin et quatre millièmes aux Etats-Unis, qui avaient le taux le moins élevé de tous les pays plus haut nommés.

3o. La somme économisée par le cultivateur et tous ceux qui se servent des chemins de fer comme moyens de transport, est égale à l'intérêt net et annuel payé sur la dette entière du Canada.

On peut aussi s'assurer de la prospérité résultant de la politique nationale, en examinant les assurances sur la vie, qu'un écrivain distingué a déclaré être le meilleur indice de la richesse d'un peuple. Le montant des polices d'assurance sur la vie, en vigueur en 1879, était de $86,250,000, et en 1889 de $232,000,000 environ. Mais ce n'est pas tout. Quand un pays traverse une fééride de crise,

les polices d'assurance sur la vie ne sont pas renouvelées et elles sont périmées.

En 1877, 1878 et 1879, la moyenne annuelle des polices périmées a été de $703.31 par $1000.

En 1887, 1888 et 1889, cette moyenne a été de $347.05 par $1000.

Durant les trois premières années le peuple était trop pauvre pour renouveler les polices d'assurance et il a été forcé de les laisser éteindre, ou se périmer dans la proportion de $700 par $1000.

De 1887 à 1889, les polices d'assurance ont pu être renouvelées, et celles qui ont été périmées ne représentent que $347 par $1000, la moitié moins qu'en 1877-79.

On est arrivé à ces résultats non seulement sans ajouter au coût général des choses nécessaires à la vie, mais en le diminuant d'une manière notable.

Sir Richard Cartwright dit qu'il admet l'énorme augmentation qui s'est produite dans toutes les industries du pays, mais il déclare qu'elle aurait été plus grande si la politique de son parti eût continué à être suivie. Les faits ne corroborent pas ses prétentions. Quand il était au pouvoir, les exportations d'animaux et de leurs produits étaient moins considérables, étant de $14,243,000 en 1873, et de $14,018,000 en 1878. En 1873, les exportations totales du Canada étaient de $89,789,900, et en 1878, de $79,323,600.

L'exportation des produits miniers a été de $6,471,000 en 1873, et de $2,816,347 en 1878.

La valeur de l'exportation des produits de nos forêts a été de $28,580,000 en 1873, et de $19,511,500 en 1878.

Les importations pour la consommation locale ont été de $127,514,000, en 1873, et en 1878 elles n'étaient que de $91,200,000, sans politique nationale pour les faire diminuer.

En 1873, il y avait des billets en circulation représentant $41,830,302.

Les affaires avaient tellement diminué sous l'administration de sir Richard que cette circulation tombait à $29,786,805, en 1878, soit plus de $11,000,000 de moins qu'en 1873.

Le commerce de transport a toujours été en diminuant tout le

temps que sir Richard Cartwright a été au pouvoir, et rien de semblable ne s'est vu à aucune époque de notre histoire.

La production du charbon diminua. Les assurances contre l'incendie se ressentirent de cette influence funeste, et les assurances sur la vie restèrent à l'état stagnant.

La seule augmentation que l'on constate sous le régime de sir Richard Cartwright se trouve dans le nombre des faillites et des billets dûs aux banques et qui n'ont pas été payés.

En présence de ces faits il est évident que sir Richard n'a pas raison de dire que la continuation de sa politique aurait donné au Canada une prospérité plus grande que celle qui a résulté de la politique nationale. Tout prouve le contraire.

La politique nationale a de plus en vue le développement de notre commerce extérieur au moyen des lignes de steamers de grande vitesse. On a fait des arrangements à cette fin, et quand le tout sera terminé et en parfaite exploitation, la politique nationale sera parvenue à son entier développement, et la prédiction faite par sir John A. MacDonald, en 1878, sera accomplie en tous points.

Le Canada jugé par les étrangers

Un ami sincère de notre pays, sir George Baden Powell, qui a étudié notre situation ici même, adressait au *Fortnightly Review*, dans la livraison du mois de janvier 1891, les observations suivantes :—

" On dit que l'homme surgit avec le temps ; or le Canada a produit un homme en ce moment de crise, le perspicace sir John A. Macdonald, qui, au moyen d'une politique nationale vivement critiquée et combattue, a donné pleine satisfaction à la majorité des Canadiens, avec l'aide de lieutenants habiles comme sir Charles Tupper. Il a assurément prouvé qu'au nord des Etats-Unis se trouvent les éléments nécessaires à l'existence d'un peuple prospére, industrieux et heureux."

M. Longstaff, statisticien anglais de grand mérite, fait connaître la conclusion à laquelle il est arrivé après avoir étudié le Canada sur les lieux, dans un ouvrage ayant pour titre : " *Studies in Statistics*," qui vient d'être publié. Ainsi, après avoir comparé la

statistique des dernières années à celle des années précédentes, il dit :—" Les Canadiens sont indubitablement un peuple énergique ; ils ont surmonté de grandes difficultés dans le passé, tant politiques que physiques ; ils ont progressé sous tous les rapports, et jamais l'avenir du Canada n'a été aussi brillant qu'aujourd'hui. Leurs présentes difficultés politiques ne sont que le résultat de la grande énergie du peuple, et on peut avoir confiance dans le tact de leur premier ministre, l'un des hommes d'Etat les plus éminents de l'époque actuelle, sir John A. Macdonald."

En 1880, M. Anderson, collaborateur de la *Contemporary Review*, disait, après avoir étudié l'histoire lamentable de la condition du Canada, telle que nous la raconte la statistique sous le régime Mackenzie-Cartwright, que le Canada se trouvait " entre deux vagues ", l'une étant " le magnifique élan de vie nationale anglaise " et l'autre " la vie nationale, jeune et énergique des Etats-Unis." Le contraste entre la description faite par M. Anderson, en 1880, alors que le Canada avait rétrogradé de six ans, et celle faite par M. Longstaff, en 1891, dans laquelle le Canada est représenté comme possédant une vie nationale remplie d'espérances, est le même contraste qui existe entre la manière de gouverner de sir John A. Macdonald et celle de sir Richard Cartwright, entre le gouvernement conservateur et le gouvernement libéral.